



Tunisie : Un TMM à 6,75% d'ici fin mars

Rappelant que toute hausse du taux directeur (taux minimal appliqué sur les crédits hebdomadaires octroyés par la BCT, aux banques de la place) se répercute, directement, sur le taux du marché monétaire -TMM- (taux moyen mensuel des crédits interbancaires), Ben Salah a averti que "la situation va s'aggraver davantage, puisque nous risquons de voir le TMM grimper rapidement, avec une hausse quotidienne moyenne de 0,05%, pour atteindre le seuil de 6,75% d'ici la fin du mois en cours".

"Base du calcul des intérêts appliqués sur tout crédit bancaire, cette hausse du TMM a été confortée, également, par un manque au niveau des liquidités, dû à une forte demande de refinancement de la part des banques", a relevé l'expert-comptable, Walid Ben Salah.

Depuis que la BCT a fixé (en juillet 2017) le niveau de refinancement hebdomadaire des banques à 7 milliards de dinars, les banques se sont retrouvées en manque de liquidités et elles se sont orientées vers le financement interbancaire, qui s'est accru considérablement et il se situe actuellement, aux alentours de 6,5 milliards de dinars. Ainsi, le volume global du refinancement a atteint, à la date du 16 mars 2018, 13,3 milliards de dinars, contre 8,2 milliards de dinars, durant la même période de l'année écoulée, ce qui représente une hausse de plus de 61%.

"Outre le renchérissement des coûts des crédits destinés aux particuliers et à l'investissement, cette hausse du TMM engendrera aussi, des difficultés pour les entreprises qui ont recours aux crédits pour financer leurs stocks, leurs importations..., ce qui impactera directement soit les prix de leurs produits, alimentant ainsi, l'inflation, soit leurs résultats financiers, ce qui se répercutera sur les recettes fiscales", a indiqué, Ben Salah.

Il a, de même, souligné que cette hausse aura des répercussions négatives sur le secteur du leasing, dont la source principale de financement est le secteur bancaire, puisque les marges bénéficiaires régresseront face à l'accroissement des coûts de leurs crédits bancaires.

Dans le même contexte, il a mis en garde contre la hausse du coût des bons du trésor achetés par les banques, pour l'Etat, ce qui engendrera le renchérissement du service de la dette publique, et par conséquent l'aggravation du déficit budgétaire.

Source : Web Manager